

# INTRODUCTION

## L'islam et la Cité, l'Islam dans la cité...

Robert Bistolfi

**P**ar méconnaissance des faits ou choix idéologique, nombreux sont encore ceux qui se refusent à reconnaître que la présence musulmane est une composante forte — désormais inscrite à demeure — de la diversité culturelle des sociétés européennes. Même lorsque cette pérennité est admise, des interrogations demeurent. Elles sont souvent nourries par des stéréotypes anciennement constitués, remontant à l'époque coloniale et plus en amont encore. Elles sont sans cesse réactivées par certains médias sous-informés, malveillants ou avides de sensationnel.

L'islam et la Cité, l'Islam dans la cité... Les deux thèmes regroupent les principales questions que les non-musulmans se posent : la relation de la religion et du politique ; les incompatibilités concrètes de certaines pratiques liées à la culture islamique avec l'état de nos sociétés.

Aider à combler le manque d'informations et, ce faisant, répondre à certaines interrogations légitimes, tel est l'objectif que *Confluences Méditerranée* s'est fixé en consacrant deux numéros spéciaux à ces thèmes.

Dans un contexte de crise sociale où se creusent les inégalités, le refuge dans «l'identitaire» s'offre souvent comme une - mauvaise — réponse. Les conditions ne sont plus réunies qui avaient jadis permis, malgré les incompréhensions croisées et les heurts, d'assurer en moyenne période une intégration satisfaisante des différentes immigrations et composantes de la société française. Qu'on le déplore ou non, le débat identitaire a de beaux jours devant lui.

Le sentiment de rejet éprouvé par une partie de la jeunesse issue de l'immigration peut revivifier chez elle un sentiment plus exclusif d'ap-

partenance musulmane, porteur d'exigences inédites à l'égard de la société d'accueil. Il ne s'agit pas, ce disant, de s'aventurer dans une «islamisation» de la problématique de l'intégration, dont le champ et les déterminants sont infiniment plus larges. Mais il demeure que les conditions d'accueil des musulmans dans nos sociétés sécularisées constituent l'un des volets importants de cette problématique.

Le discours d'exclusion se reflète dans la terminologie : la confusion est fréquente entre immigré, étranger, «clandestin», musulman... ; elle varie en fonction du moment. Fondée sur de prétendues incompatibilités religieuses, la méfiance se focalise sur les deux points suivants.

En tant que religion, l'islam engloberait dans la même approche totalitaire le politique et le religieux : ce faisant, en ignorant la distinction fondamentale de nos systèmes démocratiques entre, d'une part une organisation de la Cité qui dépend du libre choix des hommes, d'autre part des croyances qui relèvent de l'option individuelle, il s'opposerait à une intégration harmonieuse des musulmans dans l'ordre citoyen.

En tant que culture et civilisation, l'Islam serait en outre porteur de valeurs et de traditions trop différentes de celles de la vieille Europe pour que l'on puisse raisonnablement tabler sur la durée afin que les musulmans, sans se renier, se fondent harmonieusement dans la société au même titre que ses autres composantes.

Promouvoir une approche plus sereine exige qu'on réponde aux interrogations et qu'on affronte les préjugés. Chez un grand nombre de personnes, la perception est faussée par l'ignorance des sociétés musulmanes d'aujourd'hui (que le «tourisme du soleil» ne suffit pas — loin de là — à faire mieux connaître) ainsi que par l'ignorance des courants de pensée et des aspirations qui traversent ces sociétés au même titre que toutes les autres. Sur cette absence de connaissance élémentaire, tel ou tel événement dramatique coupé de ses référents — un acte qualifié ici de terroriste, là de résistance — vient renforcer les incompréhensions. On sacrifie au spectaculaire. Intégrisme, fondamentalisme, islamisme, islamique..., les termes sonnent comme autant de menaces diffuses et affectent le jugement. Certains auteurs recourent par facilité à des formules choc, au détriment d'une approche dédramatisée de la diversité des démarches religieuses : qu'on pense au succès d'un ouvrage au titre accrocheur comme *La Revanche de Dieu*. Pour couronner le tout, des visions apocalyptiques du futur sont proposées. Samuel Huntington, dans *Le Choc des civilisations*, prédit ainsi que les conflits de demain se fonderont d'abord sur l'incompatibilité des cultures...

Dans un contexte favorable à toutes les dérives, il s'agit de raison garder. Et d'abord de considérer les faits. Notre premier angle de saisie est celui de sociétés démocratiques fondées sur les droits de l'homme, et de ce fait tenues d'assurer un traitement équitable à la différence culturelle (cette exigence d'équité étant, dans la France républicaine, renforcée par un idéal égalitaire de citoyens capables de dépasser leurs affiliations particulières). L'autre angle est celui d'une construction européenne qui ne peut se désintéresser de ces voisins proches que sont les pays arabomusulmans du pourtour méditerranéen. Plusieurs données sont à prendre en considération.

Le premier fait majeur, déjà souligné, est qu'une partie significative de la population, en France comme dans de nombreux autres pays de l'Union européenne, est de culture musulmane (ce terme, volontairement englobant, renvoie aussi bien à une pratique religieuse stricte qu'à des références islamiques, familiales ou communautaires, inégalement vivantes). En bref, la plupart des musulmans vivent leur relation à l'islam de manière paisible, comme l'un des volets, parmi d'autres, de leur identité. Les statistiques sont incertaines. Mais, ainsi définis, les musulmans présents en Europe et appelés dans leur immense majorité à y demeurer, dépassent largement les dix millions de personnes.

Or, au sein de l'Union européenne, les cadres normatifs de l'accueil, la relation entre l'Etat et les religions, l'approche de la diversité culturelle... sont variés. Mais tous les systèmes sont également soumis à questionnement. Par leur nombre et par le caractère inédit de certaines des questions qu'ils posent, les musulmans obligent à un réexamen des approches. Qu'ils soient fondés au départ sur l'insertion communautaire, l'assimilation ou l'intégration (tous concepts à préciser et manipuler avec précaution), les «modèles» nationaux connaissent tensions et remises en cause. Pour chacun d'eux, s'impose un retour autocritique sur des institutions ou des conceptions dont l'apparente supériorité se fonde, partiellement au moins, sur les aléas de l'histoire nationale ou les simples évidences de l'habitude. Cet examen s'impose d'autant plus qu'au sein de l'Union la concurrence ne concerne pas seulement l'économie, elle porte aussi sur les systèmes sociaux et sur leur capacité à assurer, à la fois, une réduction des inégalités sociales et une intégration pacifiée de la diversité culturelle. Dans cette «compétition de progrès», le modèle républicain et laïque français n'est certes pas le plus mal placé. Encore faut-il le confronter à des démarches qui, ailleurs, pour avoir été sensiblement différentes, n'en sont pas moins légitimes. Et ne pas se refuser à un *aggiornamento* qui, sans toucher à l'essentiel de ce qui fonde le projet laïque, permettrait de sur-

monter certaines des incompréhensions qu'il suscite.

Le second fait majeur est d'ordre géostratégique: avec les élargissements programmés de l'Union européenne, et des relations avec la Russie qui relèvent d'une autre problématique, la «politique de proximité» de l'Europe ne concerne plus, aujourd'hui, que ses voisins du sud et de l'est de la Méditerranée. Les enjeux en sont multiples et bien connus. S'agissant des seuls thèmes abordés ici, il convient de rappeler que la Conférence de Barcelone et les Accords bilatéraux déjà négociés ou en cours de négociation font à juste titre de la culture un des volets essentiels du partenariat euro-méditerranéen. Dans le cadre de ce partenariat culturel, une place importante est à son tour faite au dialogue entre les religions. On peut s'interroger sur les modalités de ce dialogue et sur sa portée, mais il est symptomatique que la Déclaration de Barcelone y fasse une référence explicite, indiquant par là que ce qui se joue dans la relation Nord-Sud en Méditerranée dépasse très largement le domaine de la seule coopération économique, des échanges commerciaux ou de la politique sécuritaire stricto sensu.

L'approche — jusqu'à ce point — s'est située du côté d'une Europe confrontée à la nouveauté interne du fait musulman et à ce qu'elle considère comme des menaces diffuses sur son flanc méditerranéen. Les évolutions à l'intérieur de la sphère musulmane elle-même sont le plus souvent négligées ou instrumentalisées. Or, il s'agit là du troisième fait majeur à prendre en considération. Les interrogations et les évolutions doctrinales que connaît la pensée islamique traduisent toutes, considérées ensemble, un intense effort de réflexion pour affronter les défis du monde moderne en puisant dans une tradition purifiée l'énergie d'un renouveau. Renouveau cultuel, culturel et — pour certains — politique. Ainsi, d'un penseur à l'autre, d'une école à l'autre, la référence à une même révélation offre des conclusions riches de différences. De même sont diverses et contradictoires les évolutions sociétales des pays musulmans : cette diversité, ancienne, allant de constructions laïques plus ou moins consolidées à des restaurations néo-fondamentalistes, s'oppose à la vision réductrice de sociétés qui seraient uniformément régies par une loi religieuse fermée. Le «droit des personnes» — pour ne citer que ce dossier sensible — relève de dispositifs juridiques très divers, de la Tunisie façonnée par les réformes de Bourguiba à l'Arabie saoudite wahhabite, en passant par le Maroc où le nouveau souverain vient d'annoncer une réforme du statut de la femme...

Sur cette toile de fond, les articles proposés l'ont été avec une préoccupation principale, celle d'associer dans un même dossier de réflexion des chercheurs, des militants, des responsables politiques, des intellectuels en mesure d'offrir, ainsi réunis, une information et des analyses diversifiées. La vigueur polémique de certains textes montre que le sujet touche à des enjeux essentiels. Notre espoir, à *Confluences*, est que le dossier sera utile à tous ceux qui tablent sur l'usage de la raison pour sortir des affrontements identitaires et consolider le socle des valeurs partagées.

Les textes s'ordonnent autour de quatre axes : une réflexion sur l'aptitude du modèle laïque français à intégrer «le fait musulman» ; une illustration de la diversité doctrinale des intellectuels musulmans ; une présentation des structures d'accueil de l'islam et des musulmans dans quelques pays de l'Union européenne ; une analyse de diverses expériences — des ruptures séculières aux réformismes religieux — dans les principaux pays musulmans de la Méditerranée.

Le présent *Confluences* regroupe des textes relatifs aux trois premiers thèmes. Le prochain numéro présentera un panorama des évolutions au sud et à l'est de la Méditerranée (voir sa présentation dans l'encadré page suivante).

Peut-on conclure sans évoquer une question sous-jacente aux thèmes abordés, celle de l'émergence lente, sinueuse, difficile, d'un Islam européen aux traits originaux ? En raison de la diversité d'origine des musulmans européens, de leur accès direct aux valeurs et aux méthodes de la modernité critique, l'atout majeur ne serait-il pas pour l'Islam de renouer ici, dans l'Union, avec l'élan créateur qui fut le sien, accueillant au dialogue critique avec la raison ? Contre les blocages dogmatiques, ne pourrait-il devenir un des éléments actifs du mouvement qui, dans de nombreux pays musulmans, agit depuis longtemps déjà dans ce sens ?

Mohamed Arkoun a déclaré un jour : «*Je lutte pour faire surgir un "nous" historique ouvert au-delà des "identités" illusives et des consciences "communautaires" emmurées dans de fausses authenticités.*» Cette phrase aurait pu être dite par un Jacques Berque, et pourrait l'être par un Alfred Grosser : elle affirme que l'Universel ne peut être atteint que par un dépassement autocritique de toutes les traditions. Elle définit une obligation pour tous ceux qui récusent les faux prophètes de l'affrontement inéluctable des cultures.

*Robert Bistolfi*

---

Sous le titre : «**Politique et religion en pays d'islam**, Diversités méditerranéennes», le prochain numéro de *Confluences* (n°33) s'attachera à mettre en évidence les évolutions du couple «Pouvoir politique - Pouvoir religieux» dans les principaux pays de la région. A la lumière de l'histoire, seront examinées les expériences de rupture par rapport à un ordre sociétal antérieur supposé conforme aux exigences de l'islam.

Dans les cas turc et tunisien, cette rupture est suffisamment ancienne pour permettre une analyse de ses effets dans le temps, y compris des spécificités développées par la contestation de forme religieuse dans ce nouveau cadre, inédit en pays d'islam. Au-delà des refus affichés de l'ordre séculier existant, l'affirmation religieuse peut-elle être aussi l'expression d'aspirations politiques et sociétales modernes, voire démocratiques, qui seraient à décrypter ?

D'autres cas feront aussi l'objet d'analyses, en particulier lorsque l'Etat a été amené, explicitement ou implicitement, à passer des compromis dans le champ culturel avec les «religieux» pour préserver le pouvoir politique établi. A des titres divers, les expériences égyptienne, algérienne, marocaine... seront abordées.

Comme pour le présent volume, des auteurs de formation et d'orientation diverses seront réunis dans ce second numéro de *Confluences*, à paraître en mars 2000. Sans prétendre à l'exhaustivité, impossible dans le cadre trop limité de l'exercice, cette diversité devrait éclairer les évolutions en cours. Les auteurs seront : Nabil Abdel Fattah, Yadh Ben Achour, Burhan Ghalioun, Nilüfer Göle, Smaïl Goumeziane, Abderrahim Lamchichi, Pierre-Jean Luizard, Jean Marcou, Saïda Rahal-Sidhoum, Semih Vaner...

---